

International

BRÉSIL : UN 11 SEPTEMBRE MALTRAITÉ PAR LES MÉDIAS FRANÇAIS

Jean-Jacques Kourliandsky

30/09/2025

Le 11 septembre 2025, un événement historique a eu lieu au Brésil : la condamnation de l'ancien président Jair Bolsonaro et de plusieurs hauts responsables militaires et policiers pour tentative de coup d'État. Cet acte de justice inédit, qui rompt avec l'impunité longtemps accordée à l'armée depuis la dictature, constitue une victoire démocratique majeure et un signal fort adressé aux forces autoritaires dans le monde. Pourtant, en France, cette nouvelle est passée presque inaperçue : Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation, analyse cette faible couverture médiatique comme l'affaiblissement du regard démocratique face à la montée des extrêmes et aux récits dominants venus d'outre-Atlantique.

Le 11 septembre 2025, la justice brésilienne a condamné l'ex-président Jair Bolsonaro à vingt-sept ans et trois mois de prison pour avoir tenté de renverser son successeur, Luís Inácio Lula da Silva. Il est notoire que, dans un Brésil où la démocratie fait l'objet de doutes croissants et qui est peut-être lui-même remis en question dans d'autres pays d'Amérique et d'Europe, cette pierre blanche a été reléguée aux pages intérieures des journaux français.

La crise de la démocratie est en effet un sujet d'inquiétudes, pour ceux qui y sont encore attachés. L'aboulie inventive des récits consensuels et la centralité communicationnelle convergente des partis de droite et de gauche génèrent une abstention croissante, des poussées de fièvre agitant les pays à intervalles, de « bonnets rouges » en « gilets jaunes ». Cela a entraîné la montée en puissance de formations d'extrême droite d'Allemagne et d'Argentine à la Hongrie et au Salvador. Ce sont autant d'éléments susceptibles de préoccuper la presse, pilier historique de la vie démocratique. N'est-elle pas, par principe, attachée à la liberté d'expression et à un devoir d'informer, permettant d'alimenter les échanges entre citoyens ?

De 1964 à 1985, le Brésil a connu une longue dictature militaire. Mais ce n'est que le 11 septembre 2025 que des militaires ont été mis sur le banc des accusés et condamnés pour une tentative de coup d'État, le 8 janvier 2023. Effectivement, l'ex-président et ex-chef des armées brésiliennes,

Jair Bolsonaro, ainsi que quatre hauts gradés de l'armée et deux responsables de la police ont été condamnés par le Tribunal suprême fédéral. Au-delà des faits portant atteinte à l'ordre démocratique pour lesquels ils ont été mis en examen, les Brésiliens ont pu voir que l'institution militaire n'était pas intouchable et ne bénéficiait pas d'une impunité supérieure à la loi. Cette condamnation a par ailleurs eu une vertu républicaine, en démontrant que ceux qui défendent la souveraineté citoyenne et nationale ont la légitimité et la force nécessaires pour résister aux ingérences extérieures, ici celles des États-Unis. Le président Trump a en effet pris fait et cause pour Jair Bolsonaro. Ami du locataire de la Maison-Blanche au point d'avoir tenté de répéter à Brasilia la prise du Capitole, Jair Bolsonaro serait une victime des juges et d'autorités extrémistes. Donald Trump a adopté des sanctions contre le ministre de la Justice, Ricardo Lewandowski, et les cinq juges du Tribunal suprême ayant voté la condamnation de Jair Bolsonaro et de ses complices. Il a porté à 50% les droits de douane imposés aux produits brésiliens. Le 11 septembre 2025, en résistant aux pressions internes comme externes, les institutions brésiliennes ont donné aux Brésiliens comme à tous les citoyens du monde une leçon de défense démocratique. Le message a-t-il été entendu, l'information a-t-elle été mise en valeur par les acteurs de la vie démocratique, presse et partis politiques, hors du Brésil ?

L'examen des journaux français datés du 12 septembre 2025 est déconcertant. Aucun quotidien, national et régional, n'a titré sur un événement exemplaire pour les démocrates de France comme du Brésil et au-delà. Les faits divers ont, et de loin, occupé la place principale. Le meurtre d'une joggeuse dans la Vienne a fait la une de *Corse Matin*, de *Ouest-France*, du *Républicain lorrain*, du *Midi libre*. D'autres crimes de nature diverse – assassinat en milieu médical, viol, saisies de drogue, incendie volontaire, agressions en milieu scolaire, mauvais traitement envers un bébé, tabassage d'un policier – ont eu droit aux gros titres du *Courrier picard*, de *La Dépêche*, de *L'Est républicain*, de *L'Indépendant*, de *Nice-Matin*, de *La République des Pyrénées*, de *Var-Matin*, de *La Voix du Nord*.

Le sport a été privilégié par quelques journaux – *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *Le Petit Bleu d'Agen*, *L'Union-L'Ardennais* –, tandis que d'autres ont valorisé divers travaux publics réalisés dans leur périmètre géographique – *La Provence*, *L'Yonne Républicaine*. *L'Humanité* a mis en première page un entretien avec la chanteuse Patti Smith, invitée à la Fête de *L'Humanité*.

L'information politique nationale et internationale a occupé un espace second. L'actualité sociale nationale a été retenue par *Les Échos*, et localement par *La Montagne*. La nomination d'un nouveau Premier ministre a centré l'attention de *L'Alsace*, du *Dauphiné libéré*, de *La Nouvelle République*, tandis que *L'Opinion* ciblait, comme scandaleuse, « l'affaire Cohen-Legrand ». L'actualité internationale s'est répartie en deux sujets : Gaza et le Proche-Orient, dans *La Croix*, et l'assassinat de Charlie Kirk aux États-Unis dans *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*, *Le Parisien*, *Le Progrès*, *Sud-*

Ouest et Le Télégramme.

Deux remarques au terme de ce tour de France de la presse écrite quotidienne. La première est la contribution modeste accordée par les médias à la formation d'une opinion démocratique. La majorité des premières pages du 12 septembre 2025 a en effet priorisé des événements émotionnels, en France avec 12 titraillles sur 32, et l'assassinat public d'un influenceur aux États-Unis, avec 7 titres. De même, 12 « papiers » ont privilégié une contribution informative à divers sujets nationaux concernant la crise politique et sociale du pays, et à l'un des conflits internationaux, Gaza, pouvant avoir de graves conséquences pour la paix. Ils viennent loin derrière ceux consacrés à la drogue et au crime. Ce chariot avant sur l'actualité d'un jour, parmi d'autres, est révélateur du repli émotionnel de la presse. Il n'est pas nouveau et sans doute est-il accentué par le glissement des lecteurs vers les réseaux sociaux vecteurs d'entre-soi et porteurs de discours d'assouvissement, « domaine des sensations », selon la terminologie visionnaire d'André Malraux¹.

Il est par ailleurs démonstratif de la captation d'attention générée par près d'un siècle d'influence culturelle venue des États-Unis. Cette politique impériale – le terme est pris ici dans le sens que lui a donné Raymond Aron² – est porteuse d'une « servitude volontaire³ », quasiment invisible tant elle va de soi. La lecture du quotidien le plus souvent cité hors de France, *Le Monde*, est révélatrice d'un état des lieux ayant en tout domaine un méridien de référence quelque part entre New York et Los Angeles. Outre la manchette barrant la première page, l'assassinat de l'influenceur nord-américain occupe la totalité de la page 2. En page 13, on peut lire un article sur « le plan pour rendre sa santé à l'Amérique », qui « déçoit les attentes » ; page 15, un autre article consacré à « l'inflation américaine » ; en page 21, un compte-rendu du Festival du cinéma américain de Deauville, qui « honore Kim Novak, l'affable fantôme de *Vertigo* ». De façon quasi invisible, au fil des années, comme l'a analysé le sociologue brésilien Jessé Souza, « les États-Unis sont devenus comme le « miroir du monde »⁴ ». Ils ont maintenu « formellement la démocratie », tout en « fabriquant du consensus ».

Ce double contexte vouait certainement la condamnation de l'ancien président putschiste brésilien par la justice de son pays, dans le meilleur des cas, à l'enfer des pages intérieures. Peut-être s'agit-il d'un acte refoulé, plus ou moins consciemment. Le juge Alexandre de Moraes, rapporteur de l'action pénale engagée contre Jair Bolsonaro et les sept autres accusés, a alerté sur les enjeux d'un procès qui concerne pourtant tous les démocrates : « les leçons de l'histoire nous disent que l'impunité, l'omission, et la lâcheté ne sont pas des options⁵ ».

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. André Malraux, in *Les voix du silence*, Œuvres complètes, Pléiade, t. IV, Paris, Gallimard, p. 771.
2. Raymond Aron, *La République impériale*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.
3. Titre du livre d'Étienne de la Boétie, publié en 1576.
4. Jessé Souza, *O Pobre de Direita*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2024, p. 21.
5. In *Carta Capital*, 2 septembre 2025.